

Iran: Zeynab Jalalian

Torturée en prison et sans accès à l'aide médicale nécessaire

Zeynab Jalalian est emprisonnée depuis plus de 8 ans et court le risque de perdre la vue. Les autorités lui refusent le traitement médical d'urgence dont elle a besoin.

Zeynab Jalalian s'est engagée pour les droits de la minorité kurde en Iran, en particulier pour ceux des femmes. Elle a été arrêtée en 2008 puis condamnée par un tribunal pour «hostilité envers Dieu» à une peine de prison à perpétuité. On lui a reproché de faire partie du groupe d'opposition kurde PJAK, qui possède également une branche armée. Elle court le risque de perdre la vue et a besoin d'être traitée par un spécialiste en urgence. Sa famille considère que ses problèmes de vue proviennent de torture et maltraitance dont Zeynab Jalalian a été victime durant sa captivité. La télévision iranienne a diffusé des «aveux» forcés de Zeynab Jalalian et ses problèmes de santé ont été niés. Les autorités continuent de lui refuser l'accès à un médecin. Son procès a été une farce: il n'a duré que quelques minutes, un avocat lui a été refusé et aucune preuve des activités qui lui étaient reprochées n'a été présentée.

Lettre: <https://www.amnesty.org/en/get-involved/take-action/w4r-iran-zeynab-jalalian/>



© Ai Weiwei

Amnesty International

Amnesty International s'attaque aux violations des droits de l'homme dans le monde entier sur la base de la Déclaration universelle des droits de l'homme

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a été créée en 1961 par l'avocat britannique Peter Benenson. Au Portugal, deux étudiants avaient trinqué à la liberté et avaient pour cette raison été arrêtés. C'est cet événement qui a encouragé Peter Benenson à appeler à la libération des prisonniers d'opinion dans le journal «The Observer», avec son «Appeal for Amnesty». De cette action est rapidement né un mouvement d'envergure internationale. En 1977, Amnesty International a reçu le prix Nobel de la paix. Notamment grâce à la pression d'Amnesty International, il existe depuis 1987 une convention internationale contre la torture, depuis 2002 la Cour pénale internationale et depuis 2006 le Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le travail de Amnesty International repose sur des investigations approfondies. Des experts recueillent les rapports de violation des droits de l'homme à travers le monde entier. Par ailleurs, Amnesty International envoie des spécialistes dans les régions de crise. La pression publique est le principal moyen d'obtenir des améliorations pour les victimes de violations des droits de l'homme. Amnesty International recourt également à la possibilité du lobbying politique et intervient directement auprès des gouvernements et des autorités. Dans les cas de violations particulièrement graves des droits de l'homme, Amnesty International alarme son Réseau Actions Urgentes. Des volontaires du monde entier envoient des milliers de lettres, fax et e-mails en l'espace de quelques heures.

Le travail de Amnesty International porte ses fruits: des prisonniers d'opinion sont libérés, des condamnations à mort sont commuées, et des personnes pratiquant la torture sont traduites en justice. Les campagnes et actions contribuent à l'amélioration de la situation des droits de l'homme et soutiennent les organisations locales.

Amnesty Annual Report 2015/2016: Iran

The authorities severely curtailed the rights to freedom of expression, association and assembly, arresting and imprisoning journalists, human rights defenders, trade unionists and others who voiced dissent, on vague and overly broad charges.

Torture and other ill-treatment of detainees remained common and was committed with impunity; prison conditions were harsh.

Unfair trials continued, in some cases resulting in death sentences.

Women and members of ethnic and religious minorities faced pervasive discrimination in law and in practice.

The authorities carried out cruel punishments, including blinding, amputation and floggings.

Courts imposed death sentences for a range of crimes; many prisoners, including at least four juvenile offenders, were executed.

<https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/iran/>